



21 juin 2009

CONSTRUISONS LES FRONTS DE LUTTE QUI POURRONT **METTRE EN ÉCHEC LA POLITIQUE DU POUVOIR SARKOZYSTE!**

ADHÉREZ AU PCF!

Le Président de la République s'apprête à tenir le 22 juin devant les parlementaires son « discours du trône », mis en scène à Versailles. Son contenu est prévisible. A la veille de l'été, il va asséner la poursuite de ses réformes antisociales.

Les ministres ont annoncé la couleur. Sécurité sociale, services publics, droit du travail, le statut des salariés : la crise du capitalisme va servir de prétexte pour attaquer encore tous les acquis qui permettent justement à notre pays d'y résister.

178.000 chômeurs de plus en 3 mois mais Fillon envisage de garder les salariés au travail jusqu'à 70 ans. Faillite des institutions financières : la Poste publique y a échappé, privatisons-là ! Des milliards d'euros pour les banques et les patrons délocalisateurs : rien pour le SMIC, les salaires, la consommation populaire.

Sarkozy saura agrémenter son discours d'une pointe ou deux sur la sécurité (dont il a la charge depuis 7 ans !) et sur l'immigration pour mieux faire diversion.

Pourtant, rien ne devrait permettre à Sarkozy et au Medef de continuer à nourrir leurs prétentions à casser les atouts de notre pays dans l'intérêt du plus petit nombre.

Une grande majorité des salariés, de la population a montré qu'elle rejette leurs choix politiques. Par millions, ils ont fait grève et manifesté notamment le 29 janvier, le 19 mars. 75% des Français soutiennent les actions pour la défense de l'hôpital public et le retrait de la loi Bachelot. D'une manière générale, la crise et ses effets disqualifient au niveau mondial cette politique « néo-libérale ».

Les luttes continuent de se développer. Ces derniers jours, les agents d'EDF ont alerté sur les conditions de travail et sur l'avenir des centrales nucléaires à cause de la privatisation rampante. Les agents du « pôle emploi » ont fortement manifesté le 17 juin contre le manque de moyens pour accompagner les chômeurs.

En rien, le résultat des élections européennes ne saurait légitimer le gouvernement. Le scrutin du 7 juin a confirmé au contraire l'opposition massive du pays à sa politique.

Moins de 1 électeur sur 9 a voté pour l'UMP, 10,83% des inscrits exactement.

L'abstention massive, 6 électeurs sur 10, davantage encore parmi les jeunes, les ouvriers et les employés a une signification politique forte. Elle prolonge le NON référendum de 2005 (obtenu avec plus 70% de participation). Elle confirme le rejet de l'Union européenne, de ses traités, de ses directives et règlements au service du patronat et des marchés financiers. **Le Traité de Lisbonne, adopté dans le dos du peuple, n'a aucune légitimité pour servir de prétexte et d'instrument à la politique de casse économique et sociale du gouvernement.**

En fait, le pouvoir sarkozyste exploite l'absence de perspective apparente d'alternative politique.

La perspective politique ne peut pas résider dans l'attente d'une nouvelle alternance aux élections de 2012. Le scrutin l'a confirmé aussi. Le PS connaît un lourd désaveu électoral (recul de 11% sur 2004 et sur les cantonales de 2008). Sa posture d'opposant n'arrive plus à convaincre, même par défaut. Fervent défenseur du Oui en 2005 puis de Lisbonne, il n'affronte pas sur le fond les contre-réformes du gouvernement. En période de crise du

capitalisme, l'option sociale-démocrate d'aménagement du capitalisme perd encore plus de crédibilité.

La mise en avant de l'ultralibéral Cohn-Bendit, qui s'est découvert récemment écologiste, sert habilement de fausse opposition, de diversion.

Les élections européennes ont à nouveau apporté un démenti à ceux qui rêvent de la disparition de notre parti, le PCF. Même si l'étiquette « Front de gauche » avec des dissidents du PS n'a pas permis d'améliorer son résultat de 2004 (6%) malgré le contexte de luttes, en brouillant certaines de nos positions, notamment sur l'UE et le rassemblement à « gauche ».

Communistes, nous mettons nos analyses, nos propositions, nos actions et nos organisations dans les entreprises et les quartiers au service de la contre-offensive politique et idéologique. Sans attendre.

L'aspiration à l'unité de ceux qui luttent, face à la cohérence de la politique au service du capital est toujours aussi forte. La puissance des manifestations des 29 janvier et 19 mars en a témoigné. Mais comment passer de la juxtaposition des luttes à leur convergence, à l'addition des forces, dans un mouvement solide, déterminé et continu sur des revendications précises, pour commencer à mettre en échec tout de suite le gouvernement ? Le désarroi révélé par l'échec de la journée de manifestation du 13 juin a souligné ce questionnement, sans changer les données. Comme il pose la question du rassemblement des salariés par rapport aux compromis de l'unité syndicale.

Pour nous, dans la période, c'est là que se situent la perspective d'alternative politique et l'urgence alors que le Medef poursuit le démantèlement de l'appareil productif.

L'été est la saison des vacances. Pour le gouvernement, c'est la saison des mauvais coups. Nous vous proposons d'en faire aussi une saison de lutte et de préparation des luttes décisives à venir.

Dans le 15^{ème} : notamment

- **Pour l'hôpital public:** nous en sommes à 1450 signatures de la pétition pour le retrait de la **Loi Bachelot**. L'affaire est loin d'être pliée, même si le gouvernement avance en toute discrétion (un nouveau vote vers le 25 juin). La convergence des résistances contre cette logique demeure toujours aussi grande (personnels hospitaliers, médecins, chercheurs, patients,...).

- **Défense du service public de La Poste:** les annonces se succèdent contre la

Poste : changement de statut pour préparer la privatisation d'ici la fin de l'année, notamment des services financiers, remise en cause de la distribution du courrier le lendemain (J+1), fermetures et déstructuration des bureaux, suppression programmée de 30.000 emplois. Des résistances montent de partout. L'association de défense de Beaugrenelle a réuni 1600 signatures pour que la modernisation du bureau de ce quartier ne soit pas dirigée contre les usagers. **Nous réengageons une campagne contre la privatisation de La Poste** en nous appuyant sur le rejet des directives

européennes de mise en concurrence.
- Nous vous proposons d'agir avec nous pour la défense de tous les services publics, notamment du monopole public RATP/SNCF des transports urbains parisiens.

- **Logement (contre l'application de la loi Boutin), école, universités, emplois, salaires :**
ensemble agissons au plus près de nos entreprises et de nos quartiers pour une vraie alternative politique !

ADHEREZ au PCF ! Faites le choix de la lutte!

dans votre quartier, votre entreprise.

NOM:.....Prénom.....
Adresse:.....
Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf15@wanadoo.fr

<http://pcf-paris15.over-blog.com/>
<http://vivelepcf.over-blog.fr/>